

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/W/518

5 juillet 2002

(02-3762)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

QUESTIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE RENVOYÉES AU COMITÉ PAR LES MINISTRES

Réponses du BRÉSIL aux questions du CANADA et des ÉTATS-UNIS concernant les propositions relatives au tiret 80

La Mission permanente du Brésil a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 juillet 2002.

Dans le présent document, le Brésil répond aux questions posées par le Canada (document G/SCM/W/516) et par les États-Unis (document G/SCM/W/512) sur certains aspects des propositions relatives au tiret 80.

Questions du Canada (G/SCM/W/516):

A. TEXTE INTRODUCTIF DE L'ARTICLE 14:

Le Brésil propose que le texte introductif de l'article 14 soit modifié pour disposer, entre autres choses, que le montant de la subvention soit calculé "par exportateur/producteur". Pourtant, plus tard, le Brésil propose des règles régissant l'utilisation de l'échantillonnage dans les enquêtes en matière de droits compensateurs qui, de par leur nature même, auraient pour résultat que certains exportateurs/producteurs ne percevraient pas leur propre taux de subvention. Cela semble créer des obligations contradictoires.

Le Brésil pourrait-il expliquer comment réconcilier ces deux propositions?

Réponse

Il n'y a pas de contradiction dans la proposition du Brésil. La règle générale devrait consister à calculer le montant de la subvention en termes d'avantage conféré à chaque exportateur faisant l'objet d'une enquête. Néanmoins, il existe des cas où le nombre des exportateurs faisant l'objet d'une enquête est si grand qu'un tel calcul est rendu irréalisable. En pareil cas, les autorités chargées de l'enquête pourraient utiliser des échantillons. Cette méthode est déjà prévue dans l'Accord antidumping. De plus, afin d'éviter la divergence des pratiques parmi les Membres, il importe que l'utilisation d'un échantillon dans le cadre d'une enquête en matière de droits compensateurs réponde à des critères spécifiques, tels que ceux mentionnés à l'article 6.10 de l'Accord antidumping.

B. PRINCIPES DIRECTEURS ADDITIONNELS RELATIFS À L'ARTICLE 14:

Dans l'alinéa g) proposé par le Brésil, il est fait référence aux "règles de dépréciation appliquées pour le produit dans la branche de production concernée ...". Le Brésil pourrait-il indiquer la nature précise des "règles" qu'il a en vue? Fait-il référence aux règles de dépréciation utilisées à des fins fiscales dans le pays exportateur ou aux principes comptables généralement acceptés dans le pays d'exportation?

Réponse

Dans l'alinéa g), le Brésil fait référence aux règles de dépréciation selon les principes comptables généralement acceptés dans le pays d'exportation.

ii) *Dénominateur utilisé aux fins du calcul du montant de la subvention*

Dans l'exemple 3, le Brésil semble allouer à des exportations réalisées en 1995, période visée par l'enquête en matière de droits compensateurs, une subvention à l'exportation perçue en 1987. Cette subvention est allouée sur la base de la vie utile des actifs. Cet exemple ne montre toutefois pas clairement pour quelle raison le Brésil répartit cette subvention dans le temps au lieu de l'imputer l'année où elle a été perçue. Il serait utile que le Brésil explique la raison de cette façon de faire et indique s'il dispose de critères permettant de décider quand une subvention doit être imputée et non répartie dans le temps. Nous croyons savoir que le Brésil répartit une subvention dans le temps lorsque cette subvention est destinée à l'acquisition de biens d'équipement, mais dans cet exemple, il n'y a pas de raison apparente à cette répartition. Veuillez donner des explications à ce sujet.

Réponse

Dans l'exemple 3, le don est lié à l'acquisition d'actifs fixes à utiliser dans la production de la marchandise à exporter.

III. PROPOSITIONS RELATIVES À LA CLAUSE *DE MINIMIS*

Nous continuons de trouver cette proposition très difficile à comprendre. Il serait utile que le Brésil donne des exemples concrets de ce qu'il propose dans le cadre d'un système d'application des droits, qu'il soit rétrospectif ou prospectif. Par exemple, il serait intéressant d'avoir la réponse du Brésil au cas de figure ci-après, qui pourrait se produire dans le système canadien, prospectif, d'application des droits:

Le Canada mène une enquête au sujet d'un certain produit chimique provenant du pays A et constate l'existence d'une subvention à l'exportation dont le montant n'est pas *de minimis* (c'est-à-dire que le montant de la subvention est supérieur à 1 pour cent de la valeur des marchandises visées exportées pendant la période couverte par l'enquête). Une constatation de l'existence d'un dommage est établie et des droits définitifs sont instaurés. Le montant de la subvention est établi à 10,00 dollars par tonne aux fins de l'application des droits. Il y a deux importateurs de ce produit au Canada. L'importateur X achète en très grandes quantités en un petit nombre d'importations et, par conséquent, bénéficie de prix spéciaux accordés en raison du volume de 800 dollars par tonne. L'importateur Y achète dans des quantités moindres mais en un plus grand nombre d'importations, de sorte que le prix qui lui est fait est de 1 100 dollars par tonne. Pourtant, en un an, les deux importateurs achètent finalement la même quantité globale. En pourcentage, par rapport à chaque importation, la subvention accordée à l'importateur X n'est pas *de minimis*, tandis que celle accordée à l'importateur Y l'est. Par conséquent, le Brésil suggère-t-il que nous ne percevions aucun droit compensateur sur les

importations effectuées par l'importateur Y, puisque la subvention est *de minimis* par rapport à la valeur de chaque importation?

Réponse

Le montant d'une subvention devrait être calculé pour chaque exportateur. Dans un système rétroactif, le droit qui doit effectivement être recouvré est déterminé sur la base du montant de la subvention calculé pour une période postérieure à l'imposition du droit. Afin d'évaluer si ce montant est *de minimis*, l'autorité examine le prix moyen à l'exportation pour chacun des exportateurs pendant la nouvelle période suivant l'imposition du droit. De l'avis du Brésil, si ce nouveau montant de la subvention est *de minimis*, aucun droit ne devrait être perçu.

Dans un système prospectif, le droit compensateur serait révisé, et, si le nouveau montant (calculé par exportateur) est *de minimis*, tous les droits perçus pendant la période précédente considérée aux fins du réexamen devraient être remboursés. Si le droit correspondant au nouveau montant est inférieur à celui appliqué précédemment, le trop-perçu devrait être remboursé. Sur la base du résultat du réexamen, un nouveau droit devrait être établi pour l'avenir (zéro si le montant est *de minimis*).

De l'avis du Brésil, la situation présentée par le Canada n'entraînerait pas une procédure différente de celle présentée ci-dessus. Selon ce scénario, les autorités procéderaient, soit d'office soit sur demande, à un réexamen du montant de la subvention; selon le résultat de ce réexamen, il devrait y avoir remboursement en faveur de tous les importateurs du produit exporté par l'exportateur pour lequel un montant *de minimis*, ou inférieur, a été constaté en ce qui concerne la subvention.

IV. PROPOSITIONS RELATIVES AUX PROCÉDURES DE RÉEXAMEN

a) Au paragraphe 1, le Brésil propose que le test de "représentativité" qui est prévu à l'article 11.4 de l'Accord SMC soit expressément lié à l'ouverture de réexamens au titre de l'expiration des mesures, comme le dispose l'article 21.3 de cet accord. Dans ce contexte, le Brésil pourrait-il indiquer si les autorités pourraient ouvrir un réexamen au titre de l'expiration des mesures de leur propre initiative si la branche de production nationale a présenté une demande de réexamen sans avoir réussi à démontrer qu'elle avait satisfait aux prescriptions relatives à la représentativité?

Réponse

Le Brésil croit comprendre que, dans des circonstances spéciales, les autorités pourraient ouvrir un réexamen de leur propre initiative, même dans la situation décrite par le Canada. Cette situation pourrait aussi se produire à l'ouverture d'une enquête.

b) Au paragraphe 4, le Brésil propose que l'Accord SMC soit plus détaillé concernant la tenue de réexamens accélérés, et notamment le délai dans lequel ces réexamens doivent être achevés. À cet égard, le Brésil fait référence à l'article 9.5 de l'Accord antidumping. Il serait intéressant que le Brésil indique également si les autres conditions définies à l'article 9.5 au sujet des conditions de recevabilité d'un réexamen accéléré devraient être adoptées dans l'Accord SMC aux fins de la tenue de tels réexamens. L'article 9.5 prévoit également la suspension de la perception de droits antidumping au cours d'un réexamen accéléré. Le Brésil envisagerait-il de suivre la même procédure en ce qui concerne les réexamens accélérés aux fins de droits compensateurs?

Réponse

La proposition du Brésil n'inclut pas de critère concernant les conditions de recevabilité d'un réexamen accéléré ni de disposition prévoyant la suspension de la perception de droits antidumping.

Question des États-Unis (G/SCM/W/512):

D'après notre interprétation, l'article 19.3 concerne les exportateurs qui ont effectué des exportations durant la période couverte par l'enquête mais qui n'ont pas été effectivement soumis à une enquête. (Contrairement aux "nouveaux expéditeurs" – exportateurs qui n'ont pas exporté durant la période couverte par l'enquête mais ont exporté après ladite période.) Selon la réglementation des États-Unis, les exportateurs n'ayant pas été soumis à l'enquête initiale peuvent demander une procédure accélérée. Pour de telles procédures, la réglementation des États-Unis prévoit l'utilisation, dans certaines conditions, de renseignements issus de la période couverte par l'enquête initiale.

La proposition du Brésil concerne-t-elle les exportateurs ayant exporté durant la période couverte par l'enquête mais non soumis à l'enquête initiale ou les exportateurs n'ayant pas exporté durant la période visée par l'enquête?

Réponse

La proposition du Brésil porte sur deux points principaux: a) la rapidité de la réponse des autorités chargées de l'enquête à une demande de procédure accélérée; b) la durée d'une telle procédure. Des dispositions futures précisant la manière dont les autorités devraient traiter ces deux questions s'appliqueraient à tout exportateur.

En ce qui concerne le type d'exportateurs habilités à demander une procédure accélérée, la proposition du Brésil devrait être lue conjointement avec une autre proposition que nous avons faite concernant l'échantillonnage. Dans la mesure où cette dernière garantirait à l'exportateur qui a exporté pendant la période couverte par l'enquête la possibilité de demander la détermination d'un montant individuel de subvention dès l'ouverture même de l'enquête, il serait approprié de réserver le droit de demander une procédure accélérée au nouvel exportateur ("nouvel expéditeur").
